Au Burundi, la lutte contre le sida mise en péril

La réduction de l'aide internationale porte un coup aux centres de soins et de prévention de ce pays très pauvre

REPORTAGE
BUJUMBURA [BURUNDI] - *envoyée spéciale*

Dans la petite salle aux murs bleus, Caritas hoche la tête face à la médecin qui l'interroge. Oui, elle a bien pris ses médicaments pour se prémunir de la tuberculose. Oui, elle donne bien son traitement à son enfant.

La jeune femme de 26 ans (qui, comme la plupart des témoins cités dans cet article, n'a pas souhaité donner son nom de famille) est infectée par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), responsable du sida. Elle l'a appris au cours de sa grossesse. Sur ses genoux, sa fillette de 6 mois babille dans sa marinière à fines rayures et réclame le sein. Dans l'espoir de ne pas lui transmettre le virus, Caritas ne rate pas un rendez-vous au centre Turiho de l'association ANSS-Santé plus, premier lieu de dépistage et de prise en charge de personnes vivant avec le VIH de Bujumbura, la capitale économique du Burundi. Un refuge aujourd'hui menacé par la réduction drastique de l'aide internationale décidée par de nombreux pays riches, Etats-Unis en tête.

Dans ce petit Etat de la région des Grands Lacs, l'un des plus pauvres du monde, environ 1 % des 14 millions d'habitants vivent avec le virus du sida, 1 200 en sont morts en 2023, selon les estimations de l'Onusida, le programme commun des Nations unies sur le VIH/sida. Chez Caritas, la charge virale est désormais indétectable. Elle était venue se faire dépister au centre Turiho après qu'une voisine l'avait prévenue que son mari voyait d'autres femmes, dont une soupçonnée d'être séropositive. Un test a confirmé ses craintes. *« Apprendre une telle nouvelle, c'est bouleversant,* confie Caritas en kirundi – qui est, avec le français, la langue du Burundi –, un foulard coloré noué autour de la tête. *Mais je ne l'ai pas encore dit à mon mari. »*

Suivi de 6 000 personnes

Au centre Turiho (« nous sommes vivants », en kirundi), cela fait bientôt sept ans qu'il n'y a pas eu de transmission mère-enfant du sida, s'enorgueillit Evelyne Maniraho, médecin au centre depuis 2019. Une victoire de taille quand, au Burundi, seules 69 % des femmes enceintes séropositives bénéficient d'un traitement.

Avec ses quatre autres centres dans le pays, l'ANSS-Santé Plus suit quelque 6 000 personnes vivant avec le VIH. Un édifice fragile construit pierre à pierre depuis plus de trente ans, à l'initiative de Jeanne Gapiya – première Burundaise à avoir déclaré publiquement sa séropositivité en 1994 – et aujourd'hui dangereusement ébranlé par les coupes décidées en début d'année par l'administration Trump dans l'aide internationale des Etats-Unis.

Sans les financements du programme Pepfar (soit le « plan d'urgence présidentiel pour l'aide à la lutte contre le sida ») et de l'agence américaine d'aide au développement (Usaid), l'association a dû se séparer d'un tiers de ses employés et réduire son budget de 25 %. Des associations françaises, Coalition Plus et Sidaction, sont venues à la rescousse, mais leurs aides ne vont lui permettre de se maintenir à flot que jusqu'à la fin de l'année.

Le prochain coup dur risque de venir du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, une fondation qui assure 26 % du financement international des programmes de lutte contre le VIH. En 2025, il a reçu moins de promesses de dons qu'espéré et va devoir réduire la voilure. Or, c'est lui qui finance les antirétroviraux de l'ANSS, ces traitements essentiels servant à contrôler la réplication du virus dans l'organisme. Les médicaments contre les infections opportunistes, comme les antibiotiques, commencent déjà à manquer. *« On est dans une logique de survie »*, s'inquiète Martine Kabugubugu, directrice exécutive de l'association.

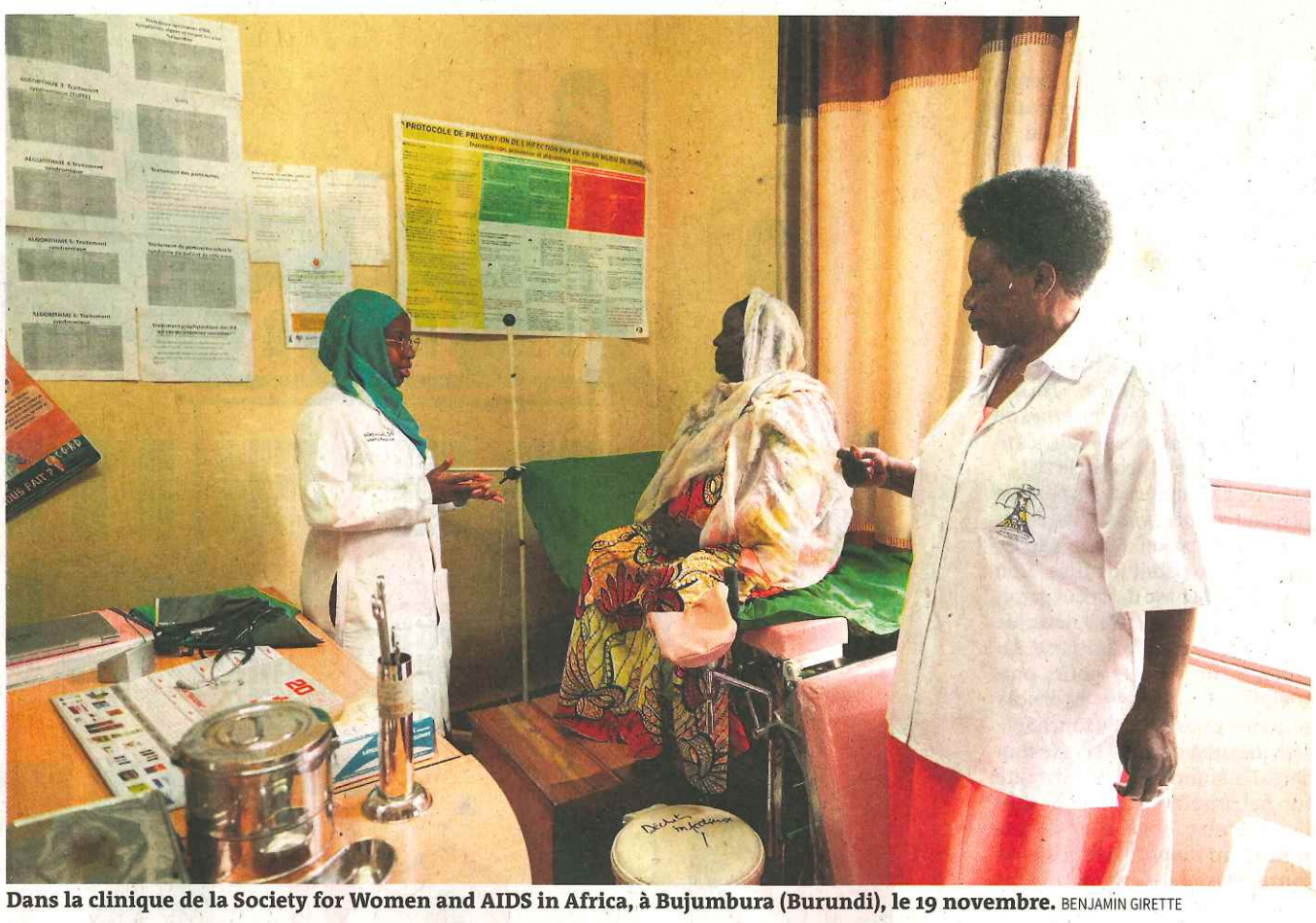
L'impact sur l'épidémie de sida dans le pays a été quasiment immédiat. Entre le deuxième semestre 2024 et le premier semestre 2025, le nombre de cas a clairement augmenté. Le taux de positivité, c'est-à-dire la proportion de personnes diagnostiquées positives parmi celles venant se faire dépister à l'association, est passé de 9 à 18 %. Plus de 200 personnes ont été perdues de vue et ne prennent plus leurs traitements. En conséquence, le taux de personnes suivies dont la quantité de virus dans le sang est devenue indétectable, et donc ne pouvant plus transmettre le VIH par voie sexuelle, est passé de 97 à 94 %.

Comment cela a-t-il pu arriver aussi vite ? Les premières personnes touchées par les restrictions budgétaires sont les pairs éducateurs, ces relais de l'association au sein des communautés difficiles d'accès, comme les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH), les travailleuses du sexe et les usagers de drogue, qui font partie des populations les plus touchées par le sida au Burundi. La plus grande partie de ces pairs éducateurs (200 personnes) ont cessé leur activité avec la fin des indemnités qu'ils recevaient pour leurs interventions. Dans le très catholique Burundi, où le sida est encore tabou et associé à une malédiction divine, le lien avec les communautés tient à un fil.

« Beaucoup de bénéficiaires ont arrêté de venir depuis les annonces des coupes américaines, parce qu'ils pensaient que les services étaient arrêtés », déplore Dacosta (qui n'a pas souhaité donner son nom), pair éducateur HSH de 29 ans. Lui continue à œuvrer bénévolement. Chemise blanche et lunettes de soleil sur la tête, il a convaincu deux amis de venir se faire tester à l'occasion de la semaine du dépistage organisée du 17 au 21 novembre à l'ANSS et chez plusieurs associations partenaires. Ils discutent dans une discrète salle située à l'étage, loin de la foule qui attend dans le patio baigné de lumière, au milieu du centre.

« Le dépistage ça fait peur ; dans certaines structures, on nous colle une étiquette. Ici, c'est rapide, et il n'y a pas de jugement », lance Lavy, étudiant en business et marketing, tout de rouge vêtu, désormais sous PrEP, un comprimé quotidien destiné à prévenir la transmission du VIH. Leur démarche demande du courage, car au Burundi, les relations sexuelles entre personnes de même sexe sont illégales et passibles de deux ans de prison. Alors autant éviter les regards curieux à l'entrée et à la sortie du centre Turiho.

Celui-ci se situe le long d'une large route en terre battue, trouée de nids-de-poule, au bout de laquelle on aperçoit de verdoyantes collines, à quelques centaines de mètres de l'ambassade des Etats-Unis, que l'on peut rejoindre à l'ombre des manguiers et palmiers qui bordent les voies.



Dans la clinique de la Society for Women and AIDS in Africa, à Bujumbura (Burundi), le 19 novembre. BENJAMIN GIRETTE

L'essentiel des trajets se fait à pied, le pays étant en pénurie de carburant depuis plus de trois ans. Une crise prolongée qui paralyse de nombreuses activités et l'accès aux soins. Quelques privilégiés parviennent à négocier directement avec les pétroliers et disposent de leur propre réserve, mais la majorité des automobilistes doit attendre des jours entiers devant des pompes à essence ceinturées de barrières. Un peu plus haut sur la route du centre, une file ininterrompue piétine devant le commissariat des migrations pour obtenir un passeport, dans l'espoir de quitter le pays.

Face à cette vie précaire, de nombreuses associations se mobilisent. A quelques minutes de marche se situe le centre burundais de la Society for Women and AIDS in Africa (SWAA), l'association des femmes africaines face au sida. Partant du constat que les femmes sont plus vulnérables à l'infection, avec une prévalence de 1,2 % contre 0,6 % pour les hommes, selon une enquête menée au Burundi en 2017, celle-ci a été pionnière dans l'intégration du genre dans la lutte contre le sida. Sous-récipiendaire de l'ANSS-Santé Plus, la SWAA traverse les mêmes difficultés, avec le licenciement de la moitié de ses employés et l'annulation de nombreux programmes. Notamment celui en direction des travailleuses du sexe, qui représentent pourtant la population la plus touchée, 31 % d'entre elles étant infectées par le VIH.

Césarie, 28 ans, les lèvres légèrement teintées de rose et longue robe bleu marine, raconte ce qui l'a amenée à fréquenter le centre. Devenue orpheline à 7 ans, et ses frères et sœurs ayant été fusillés pendant la guerre civile, elle est victime de proxénètes depuis ses 12 ans. C'est lors de sa première grossesse, à 14 ans, que des pairs éducateurs lui conseillent de venir à la SWAA. Dépistée positive au VIH à 17 ans, elle prend depuis, consciencieusement, ses antirétroviraux, ce qui lui a permis de ne contaminer aucun de ses trois enfants – ce n'est pourtant pas chose aisée.

Environ 1 % des 14 millions de Burundais vivent avec le virus du sida, 1 200 en sont morts en 2023

Comme elle est à la rue, une personne vivant dans une maison proche de là où elle vit lui garde ses médicaments pour éviter qu'elle se les fasse voler. Mais cette personne n'est pas toujours disponible à l'heure où Césarie doit prendre son comprimé. Et surtout, quand elle n'a pas assez à manger, son traitement lui provoque maux de tête et nausées, l'obligeant, pour se reposer, à louer une chambre qu'elle n'a pas les moyens de s'offrir. Elle a profité de la semaine du dépistage pour faire le test de la tuberculose, principale cause de mortalité des personnes vivant avec le VIH, et celui du cancer du col de l'utérus provoqué par le papillomavirus humain. Elle vient d'apprendre qu'elle avait une hépatite C, une maladie qui, sans médicaments, peut provoquer une fibrose du foie ou une cirrhose. En tant que porteuse du VIH, elle peut bénéficier d'un traitement gratuit. *« J'espère que l'aide va venir de quelque part »*, souffle-t-elle, résignée.

Pression policière

Dans le petit local de la Burundi Association for Women in Action (BAWA), situé plus au sud de la ville, Evangeline Ngendakumana, le sourire rehaussé de grillz dorés, ces bijoux insérés entre les dents, se bat depuis des années pour aider les travailleuses du sexe à se maintenir en bonne santé. Une dizaine de cartons remplis de préservatifs s'empilent derrière la porte, coincés contre une étagère pleine de dossiers marqués « Fonds mondial » ou « pièces justificatives ». Malgré la pression de la police, venue à trois reprises faire des *« visites musclées »*, elle tient bon, convaincue que pour défendre ces femmes, il faut avoir traversé les mêmes épreuves. Elle-même a déjà fait de la prison pour « tenue indécente », le droit pénal burundais ne réprimant pas directement la prostitution mais les infractions qui y sont liées.

Sur le même trottoir, la Burundi Association of People Who Used Drugs (BAPUD) vient en aide aux usagers de drogue, principalement ceux utilisant de l'héroïne en injection, chez qui la prévalence du VIH est estimée à 14 %. Pour tenir son budget, Eric Nsengiyumva, le directeur, a sollicité le secteur privé, envoyant des lettres par dizaines. Sur une table du local, Aboubakar, jeune laborantin en blouse blanche, a aligné les tests de 29 personnes venues se faire dépister du VIH, de l'hépatite B et de l'hépatite C. Des bandes bleues apparaissent petit à petit sur les languettes de papier. Le résultat est accablant : 18 d'entre elles sont atteints d'une hépatite C.

« On est dans une logique de survie »
MARTINE KABUGUBUGU
directrice de l'association ANSS-Santé Plus

Dans la cour que l'on devine en contre-jour, Pascal attend, le regard un peu flou. Il a 49 ans, cela fait trente ans qu'il a commencé à prendre de l'héroïne après un divorce. Le traitement de substitution aux opiacées, la méthadone fournie par la BAPUD, lui a permis d'aller mieux ; il peut désormais travailler, fumer et boire de la bière sans avoir peur de retomber. *« Ici, notre philosophie c'est de tout partager, mais l'infirmier nous a dit de ne pas le faire pour ne pas transmettre de maladies, c'est un problème »*, regrette-t-il.

« Si les gouvernements étaient capables de prendre en charge ce que nous prenons en charge, on aurait changé d'orientation », assène Jeanne Gapiya, signifiant que les besoins de la population sont immenses. Le soir, la présidente de l'ANSS rend visite aux orphelins de la Maison de la joie, une structure de l'association pouvant accueillir une quinzaine d'enfants nés séropositifs. Il y a Prince, 9 ans, recueilli quand il avait 6 mois dans la province de Gitega, dans les collines du centre du pays ; sa mère venait de mourir et il pesait 3 kilogrammes. Aujourd'hui, il veut devenir militaire pour intégrer la garde présidentielle.

Face aux difficultés budgétaires de l'association, les anciens de l'orphelinat s'organisent aussi pour essayer de financer les études de leurs petits frères et sœurs. Parmi eux, Patrick, 39 ans, travaille désormais à l'ANSS en tant que responsable informaticien. Il aimerait aider Délicia, 23 ans, à terminer ses études en télécommunications. Dans un grand sourire sous ses fines tresses noires, la jeune fille raconte une enfance passée dans cette petite maison, prenant ses antirétroviraux tous les matins à 6 heures, en même temps que les autres enfants. Aujourd'hui, elle va à l'université, rencontre du monde. *« Je ne dis pas toujours que j'ai le VIH, je n'aime pas quand on me regarde avec pitié, ce virus ne me définit pas. »* ■

DELPHINE ROUCAUTE

RETROUVEZ CHAQUE JOUR À 14H
LES MAGAZINES DE SOCIÉTÉ.

Le mardi à 14h
DE CAUSE À EFFETS.
Aurélie Luneau

Le magazine de l'environnement

En partenariat avec Le Monde

france culture